France-Burundi : une décision qui « met à mal les efforts diplomatiques »

Secours Catholique, 31/07/2019 BurundiÂ: « Notre pays s'enfonce dans une crise des droits humains » Alors que l'Union européenne a suspendu depuis 2016 toute coopération directe avec le Burundi suite aux violations des droits de l'homme, la France vient d'annoncer la reprise progressive de sa coopération dans le domaine de la défense et un financement de 50 millions de dollars dans celui de l'éducation.

Paris justifie une main tendue dans l'espoir de faire bouger les lignes dans un pays en proie à une crise politicohumanitaire. Tournons la page, partenaire du Secours Catholique, critique une dA©cision qui met A mal les efforts diplomatiques. ENTRETIEN AVECÂ JANVIER BIGIRIMANA, DEÂ TOURNONS LA PAGE BURUNDI En quoi la reprise de la coopA©ration de la France avec le Burundi vous inquiÃ"te-t-elle? Je ne comprends pas cette reprise de la coopA©ration sans conditions, alors que la situation des droits humains et du respect des libertés publiques empire au Burundi. La France est membre de l'Union européenne, elle y a un poids et elle sÃ"me la confusion avec cette décision. Pour moi, elle met à mal les efforts européens qui consistent, via des sanctions depuis 2016, à faire pression en vue d'une ouvertu démocratique et d'une amélioration des droits humains au Burundi avant les élections de 2020. LÃ, la France encoura le Burundi dans une mauvaise voie. «Â En coopérant dans le domaine de la défense, la France renforce les capacité de défense du Burundi, ce qui amplifie les moyens de répression des citoyens par les forces de sécurité. Â» Et avec s coopération dans le domaine de la défense, la France renforce les capacités de défense du Burundi, ce qui amplifie les moyens de répression des citoyens par les forces de sécurité. Car le rapport de la Commission d'enquÃate de l'C le Burundi l'a montré : les forces de sécurité burundaises sont impliquées dans la répression et les violations des de l'homme. Le Burundi s'enfonce dans une crise des droits humains et il aurait fallu négocier une coopération sous conditions d'ouverture démocratique. Quelle est la situation actuelle au BurundiÂ? Le pays traverse une crise politique majeure depuis 2015 suite à la volonté du président Pierre Nkurunziza de briguer un troisià me mandat en violation de la Constitution et de l'Accord d'Arusha pour la Paix et la Réconciliation au Burundi de 2000. Les citoyens burundais é sortis manifester pacifiquement et ils ont été réprimés dans le sang. La vague de violence a fait plus de 1700 morts. Depuis, nous connaissons des assassinats, des viols, des tortures, des disparitions forcées et des emprisonnements arbitraires. L'impunité est de mise vu que le systÃ"me judiciaire est ligoté : les victimes de la répression n'ont pl recours. Beaucoup de militants des droits de l'homme et d'opposants politiques sont en exil, moi-même j'ai dû p peut parler de crise politico-humanitaire avec 400 000 Burundais en exil. Les médias indépendants ont été fermés. Même les médias internationaux comme Voice of America et BBC ont été interdits d'émettre. RFI a reçu une mise garde. En 2017, la CPI a même ouvert une enquête pour crimes contre l'humanité au Burundi. L'élection présic est prévue en mai prochain. Quel est le climat actuel aprÃ"s le référendum constitutionnel de 2018 qui devrait permettre au président de briguer deux nouveaux mandats de sept ansÂ? L'opposition est réprimée. Les locaux des partis dâĖ™opposition sont brûIés ou fermés. La plupart des opposants politiques qui étaient contre ce référendum ont étaient contre ce rétérendum ont étaient contre ce rétãent contre ce rétérendum ont contre ce rétãent contre ce rétaient contre ce rétãent contre ce rétâent contre ce rétãent contre ce rétâent contre ce rÃent assassinés ou emprisonnés. Le climat est trà s tendu à l'approche de l'élection. La liberté d'expression de contrà lée, voire vérouillée. On va vers un scrutin truqué, sans transparence, et avec une répression inquiétante. Comment travaille Tournons la page Burundi dans ce contexteÂ? Beaucoup de nos membres sont en exil. Sur place, c'est devenu dangereux de travailler en mobilisant la population. Toute voix dissidente risque d'en payer le prix. À l'étranger, nous nous rencontrons réguliÃ"rement et nous lançons un appel à la communauté internationale - et en particulier à l'Union africaine et à l'ONU - pour que soient prises des mesures contraignantes envers le régime bur afin d'obliger le gouvernement à négocier avec les opposants et à respecter les droits de l'homme. C'est dans ce c que la décision de la France de reprendre la coopération est inquiétante. La communauté internationale devrait plutà t prendre des mesures plus contraignantes, en collaboration avec les États membres de la Communauté de l'Afrique de l'Est, pour négocier une résolution pacifique de la crise qui a trop duré. PROPOS RECUEILLIS PAR CÉCILE LECL **LAURENT**